



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

grippe

Question au Gouvernement n° 4522

Texte de la question

ÉPIDÉMIE DE GRIPPE

M. le président. La parole est à M. Rémi Delatte, pour le groupe Les Républicains.

M. Rémi Delatte. Madame la ministre des affaires sociales et de la santé, la situation sanitaire liée à l'épidémie grippale est très préoccupante. Alors que le pic épidémique n'est pas encore atteint et malgré le professionnalisme et la disponibilité des équipes soignantes, on déplore de lourds dysfonctionnements, avec des services d'urgence saturés. Bien sûr, cela nous interpelle et nous inquiète en termes de prise en charge des malades – en particulier les personnes âgées – et, au-delà, d'organisation hospitalière globale.

Cette situation, madame la ministre, doit vous conduire à faire preuve de plus de modestie, vous qui vous glorifiez en permanence d'un bilan qui serait parfait. Ne vous en déplaît, madame la ministre, tout n'est pas parfait ; non, tout ne va pas bien !

M. Marcel Rogemont. Elle n'a jamais dit ça !

M. Rémi Delatte. Cette crise sanitaire révèle vos échecs, en particulier s'agissant de la coopération public-privé, de la considération envers la médecine de ville, qui soulagerait avantageusement l'activité hospitalière, et de la prévention vaccinale – le taux de vaccination contre la grippe est en effet beaucoup trop faible, tant pour la population que pour les soignants. Non, tout ne va pas bien !

En dépit des alertes de Santé publique France, vous n'avez pas anticipé une prise en charge à la hauteur de l'enjeu sanitaire. En effet, dès le mois d'octobre 2016, Santé publique France a indiqué que le virus de la grippe 2016-2017 était de type H3N2, proche de celui qui contribua, il y a deux ans, à une surmortalité de 18 000 personnes.

Madame la ministre, l'heure est grave. Comment allez-vous rassurer les Français, qui ne comprennent pas cette situation, ainsi que les médecins et soignants, qui vivent très mal votre réaction tardive pour gérer cet épisode hivernal ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé.

Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé. Mesdames et messieurs les députés, monsieur Delatte, c'est le 28 octobre dernier que le ministère des affaires sociales et de la santé a activé la cellule d'urgence sanitaire pour faire face à la grippe. Nous avons régulièrement adressé des recommandations aux médecins libéraux, nous avons travaillé avec l'Ordre des médecins et nous avons envoyé des instructions aux hôpitaux pour que, semaine après semaine, en fonction de l'évolution de la grippe, les mesures nécessaires

soient prises. Près de quatre-vingt-dix hôpitaux ont mis en place des mesures spécifiques avant Noël pour répondre à l'afflux de patients.

Aujourd'hui, quelle est la situation ? Si le nombre de personnes se présentant aux urgences n'a pas augmenté – car nous sommes en train d'atteindre le pic de l'épidémie –, une personne sur deux âgée de plus de 65 ans qui s'y rend pour la grippe doit être hospitalisée. Il importe donc de garantir que des lits seront disponibles dans les jours et les semaines à venir. J'ai par conséquent demandé aux hôpitaux de faire en sorte que les actes non urgents soient reportés, déprogrammés,...

Un député du groupe Les Républicains. Cela ne sert à rien !

Mme Marisol Touraine, ministre. ...pour que les malades continuent d'être accueillis dans de bonnes conditions.

Je vous le dis, monsieur le député, les hôpitaux répondent présent, le système de santé fait face à la situation : toute personne qui a besoin d'être soignée l'est et toute personne qui a besoin d'être hospitalisée peut l'être.

Mais il faudra expliquer aux Français comment vous comptez améliorer leur santé en supprimant 500 000 postes de fonctionnaires (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains*),...

M. Gérard Menuel. C'est nul !

Mme Marisol Touraine, ministre. ...en réalisant 20 milliards d'économie sur la santé (*Applaudissements et exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur quelques sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste*) et en supprimant des hôpitaux de proximité, alors que, pour notre part, nous avons créé 31 000 postes de soignants et investi 10 milliards d'euros dans les hôpitaux ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Mme Gilda Hobert. Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Rémi Delatte](#)

Circonscription : Côte-d'Or (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4522

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Affaires sociales et santé

Ministère attributaire : Affaires sociales et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 janvier 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 janvier 2017](#)